



ACCORD-CADRE

DE FOURNITURES ET SERVICES

FOURNITURE ET LIVRAISON DE TITRES-RESTAURANT

Référence du marché : 2503L00

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

TBS EDUCATION

1, place Alphonse Jourdain
CS 66810
31068 Toulouse Cedex 7
FRANCE

Tél. : +33 5 61 29 49 49

tbs-education.fr

Établissement d'Enseignement
Supérieur Consulaire
au capital de 8 013 639 €
RCS de Toulouse
SIRET : 817 517 394 00018
APE : 8542Z
CF : 76 31 08492 31

SOMMAIRE

PARTIE 1 – CONTEXTE ET OBJET DU CONTRAT	5
1. DEFINITIONS.....	5
2. OBJET ET PERIMETRE DE L'ACCORD-CADRE.....	5
2.1 Objet de l'accord-cadre	5
2.2 Etendue	5
3. DUREE DU MARCHE	5
4. EXECUTIONS DE PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES.....	6
5. ALLOTISSEMENT	6
6. PROCEDURE	6
6.1 Procédure	6
6.2 Négociation	6
7. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	6
7.1 Documents constitutifs	6
7.2 Notification du marché	7
8. OBLIGATIONS GENERALES DU TITULAIRE	7
9. DEMARCHE RSE ET CLAUSE ENVIRONNEMENTALE.....	8
PARTIE 2 –	9
DESCRIPTION TECHNIQUE DES PRESTATIONS ATTENDUES	9
10. DESCRIPTION GENERALES DES PRESTATIONS ATTENDUES.....	9
11. MENTIONS PORTEES SUR LA CARTE DE PAIEMENT	9
12. DUREE DE VALIDITE DES TITRES RESTAURANT	9
13. SERVICES ATTENDUS	9
13.1 Site internet sécurisé en ligne	9
13.2 Accès au site internet dédié sécurisé pour chaque collaborateur	10
13.3 Suivi commercial et administratif	10
13.4 Modalités de remboursement	11
14. ENGAGEMENT DU TITULAIRE	11
PARTIE 3 - DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES	12
15. OPERATIONS DE VERIFICATION – RECEPTION.....	12
16. MODALITES D'ETABLISSEMENT DES PRIX.....	12
16.1 Forme des prix	12
16.2 Révision des prix	12
17. CONTENU DES PRIX	12
18. MODALITES DE FACTURATION ET DE REGLEMENT.....	12
18.1 Adresse de facturation.....	12
18.2 Contenus des demandes de paiement	13
18.2.a Acceptation du montant de la facture	13
18.2.b Modalités de paiement en cas de groupement	13

18.2.c	Délai de paiement	14
18.2.d	Modalités de paiement en cas de désaccord	14
18.3	Coordonnées bancaires du titulaire – RIB	14
18.3.a	Coordonnées bancaires du titulaire ou du mandataire du groupement.....	14
18.3.b	Coordonnées bancaires des autres membres du groupement conjoint.....	14
18.3.c	Modification des coordonnées bancaires	14
19.	AVANCE	14
20.	ACOMPTE	15
21.	PILOTAGE	15
21.1	Interlocuteur dédié pour TBS EDUCATION	15
21.2	Interlocuteur dédié pour le titulaire	15
21.3	Réunion de lancement	15
21.4	Réunions de suivi	15
22.	PENALITES	15
22.1	Pénalités de retard	16
22.1	Pénalités pour non remise de statistiques	16
22.2	Pénalité pour dysfonctionnement des applications informatiques	16
22.3	Pénalités en cas de manquement à la réglementation relative au travail dissimulé.....	16
22.4	Modalités d'application des pénalités	17
23.	RESPONSABILITE ET SECURITE	17
24.	CONFIDENTIALITE	17
25.	RESILIATION	18
26.	SITUATION FISCALE ET SOCIALE DU TITULAIRE.....	18
26.1	Obligations du titulaire	18
26.2	Remise des documents listes ci-dessus : E-ATTESTATIONS	19
27.	MODIFICATION DU MARCHE.....	19
28.	EVOLUTIONS ADMINISTRATIVES ET TECHNOLOGIQUES	19
28.1	Evolutions administratives	19
28.2	Evolutions technologiques	19
28.3	Modifications relatives au titulaire.....	20
29.	EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES	20
30.	ASSURANCES ET RESPONSABILITE	20
31.	COMPETENCE TERRITORIALE ET DROIT APPLICABLE	21
32.	PROTECTION DES DONNEES	21
ANNEXE 1 AU CCP : PROTECTION DES DONNEES.....		22
1.	ARTICLE 1 - DEFINITIONS.....	22
2.	ARTICLE 2 - RESPECT DE LA LEGISLATION APPLICABLE.....	22
3.	ARTICLE 3 - TRAITEMENTS DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL PAR LE TITULAIRE	23
4.	ARTICLES 4 - SECURITE ET CONFIDENTIALITE DES TRAITEMENTS	25

5.	ARTICLE 5 - SOUS-TRAITANCE DE TRAITEMENT DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	26
6.	ARTICLE 6 - TRANSFERTS DE DONNEES EN DEHORS DE L'UNION EUROPEENNE	26
7.	ARTICLE 7- DROITS DES PERSONNES CONCERNEES	27
8.	ARTICLE 8- NOTIFICATION DES VIOLATIONS.....	27
9.	ARTICLE 9- CONTROLE ET AUDIT	28
10.	ARTICLE 10 - CONTROLE DE L'AUTORITE COMPETENTE	29
11.	ARTICLE 11 - RESPONSABILITE ET GARANTIE	29
12.	ARTICLE 12 - LOI DU 31 DECEMBRE 1975 RELATIVE A LA SOUS-TRAITANCE	29
13.	ARTICLE 13 - DESCRIPTION DES TRAITEMENTS DONT L'EXECUTION EST CONFIEE AU TITULAIRE	30

PARTIE 1 – CONTEXTE ET OBJET DU CONTRAT

1. DEFINITIONS

<u>Pouvoir adjudicateur :</u>	Toulouse Business School EESC Ci- après nommé « <i>Toulouse Business School</i> » « <i>TBS EDUCATION</i> » « <i>TBS EESC</i> »
<u>Représentant légal du pouvoir adjudicateur :</u>	Stéphanie LAVIGNE, Directrice Générale de TBS EDUCATION
<u>Titulaire :</u>	Opérateur économique auquel le pouvoir adjudicateur notifie le marché. Ci-après nommé « <i>Le Titulaire</i> »
<u>Bon de commande :</u>	Document écrit adressé par le pouvoir adjudicateur au titulaire. Il indique les prestations dont l'exécution est demandée et en détermine la quantité et le prix sur la base de l'offre formulée par le titulaire.

2. OBJET ET PERIMETRE DE L'ACCORD-CADRE

2.1 Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre a pour objet la fourniture et la livraison de titres-restaurant pour les personnels de TBS EDUCATION.

2.2 Etendue

Toulouse Business School EESC a adopté le 23 décembre 2016 le statut d'Etablissement d'Enseignement Supérieur Consulaire crée par la Loi Mandon du 20 décembre 2014.

A ce titre, les personnels de TBS relèvent actuellement de deux catégories de salariés :

1. Les salariés mis à la disposition de TBS EESC par la CCI de Région
2. Les salariés sous contrat de travail avec TBS EESC

Les prestations du présent accord-cadre concernent uniquement :

- les salariés sous contrat de travail avec TBS EESC.
 - ℒ Les prestations à destination des personnels mis à la disposition de TBS EESC sont exclues du périmètre, car actuellement couvertes par un autre marché.
- Les stagiaires sous convention avec TBS EESC
- Les intérimaires

A titre purement indicatif, le volume annuel de titres restaurant peut être estimé à 5300 titres mensuels soit 63 600 titres annuels pour la première année d'exécution de l'accord-cadre.

3. DUREE DU MARCHE

Le marché est conclu pour une durée initiale de 24 mois à compter du commencement d'exécution fixé au 12 juillet 2025.

A l'issue de la période initiale, le marché est reconductible tacitement pour deux périodes de 12 mois soit une durée maximale de 48 mois.

Le titulaire ne peut s'opposer à la reconduction du marché.

En cas de non-reconduction, le pouvoir adjudicateur en informera le titulaire en respectant un préavis de 3 mois. La non-reconduction ne donne pas lieu au versement d'indemnités.

4. EXECUTIONS DE PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES

En cas d'éventuels achats complémentaires le pouvoir adjudicateur pourra recourir aux modifications des marchés (art R.2194-1 à R.2194-10 du code de la commande publique), aux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires (art R.2122-7 du code de la commande publique).

5. ALLOTISSEMENT

Le marché ne permettant pas l'identification de prestations distinctes, il est constitué d'un lot unique conformément aux dispositions des articles L.2113-10 et suivants du Code de la commande publique.

6. PROCEDURE

6.1 Procédure

Le marché est passé en procédure formalisée d'**appel d'offres ouvert (AOO)**, conformément aux dispositions en application des dispositions mentionnées au 1° de l'article R2124-2 du Code de la Commande Publique.

Le présent marché est un accord-cadre mono-attributaire s'exécutant par l'émission de bons de commande lors de la survenance du besoin, conformément aux articles R2162-1 à R2162-14 et suivants du code de la commande publique.

Le présent accord-cadre est conclu sans minimum, avec un maximum de commande fixé à 3.500.000 € HT annuel.

6.2 Négociation

S'agissant d'une procédure formalisée d'appel d'offres, aucune phase de négociation ne sera organisée.

7. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

7.1 Documents constitutifs

Le marché est constitué des documents contractuels énumérés ci-après par ordre de priorité décroissante :

PIECES PARTICULIERES DU MARCHE :
- L'Acte d'Engagement (A.E) et son annexe financière
- Le Cahier des Clauses Particulières (C.C.P)
- L'offre du titulaire , et notamment les réponses apportées dans son mémoire technique , portant description des modalités d'exécution des prestations
PIECES GENERALES :
- Code de la commande publique
- L'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du CCAG – FCS

Les conditions générales de vente du titulaire ne sont pas opposables à TBS EDUCATION.

Le Titulaire déclare avoir pris connaissance des pièces contractuelles et accepter toutes les clauses qu'elles comportent. En cas d'incompatibilité ou de divergence d'interprétation des pièces, celles-ci prévalent dans l'ordre de leur énumération.

Les documents originaux du marché sont conservés par TBS EDUCATION.

Il est à noter qu'en cas de difficulté d'interprétation entre l'un quelconque des titres et une quelconque des clauses du marché, le contenu de la clause prévaut sur le titre de l'article.

Le Titulaire ne pourra se prévaloir, dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance des textes énumérés ci-dessus des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires de tous les textes administratifs européens, nationaux ou locaux et, d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché.

7.2 Notification du marché

Le marché est établi en un seul exemplaire original. Ce dernier est conservé par le pouvoir adjudicateur et fait seul foi en cas de contestation.

Par dérogation à l'article 4.2 du CCAG FCS seuls seront notifiés au Titulaire du marché les documents suivants :

- L'acte d'engagement et son annexe financière,

TBS EDUCATION délivrera ultérieurement l'exemplaire unique en vue de la cession de créance sur demande écrite du Titulaire.

8. OBLIGATIONS GENERALES DU TITULAIRE

Dans le cadre du présent marché, le titulaire s'engage à prendre toutes les dispositions utiles et nécessaires à une parfaite exécution des dispositions, telles que décrites dans les documents contractuels.

Le titulaire devra également respecter les obligations et consignes de discrétion, de sécurité et de stationnement.

Le Titulaire sera réputé avoir :

- 1- apprécié avant la remise de son offre les conditions d'exécution des prestations et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature et des sujétions qu'elles entraînent;
- 2- contrôlé toutes les indications figurant au cahier des charges et s'être assuré qu'elles sont exactes, suffisantes et concordantes et s'être entouré de tous les éléments complémentaires.

Le Titulaire ne pourra arguer d'une erreur, d'une différence d'interprétation ou d'un manque de renseignements pour refuser d'effectuer ou de poursuivre l'exécution du marché.

Le titulaire est tenu, en sa qualité de professionnel :

- d'appliquer l'ensemble des législations en vigueur applicables à son domaine d'activité,
- d'affecter le personnel et les moyens matériels nécessaires à l'exécution de l'ensemble des prestations décrites au CCP
- de respecter son obligation d'information et de conseils sur les prestations décrites au CCP

Par ailleurs, le titulaire s'engage à communiquer immédiatement à TBS EDUCATION toute difficulté ou tout risque pouvant altérer l'exécution des prestations attendues.

9. DEMARCHE RSE ET CLAUSE ENVIRONNEMENTALE



TBS EDUCATION est devenue une société à mission en 2022. Désormais inscrite dans les statuts de l'Ecole, sa raison d'être traduit ses engagements sociaux, sociétaux et environnementaux pour contribuer à une économie plus soutenable et responsable de manière à être au service d'une société positive.

TBS EDUCATION portera une attention particulière aux moyens mis en œuvre par le titulaire pour permettre une prestation efficiente en termes de RSE.

PARTIE 2 – DESCRIPTION TECHNIQUE DES PRESTATIONS ATTENDUES

10. DESCRIPTION GENERALES DES PRESTATIONS ATTENDUES

TBS EDUCATION souhaite proposer à ses collaborateurs des titres restaurant ayant une valeur faciale en euros, qu'elle précisera à chaque commande, utilisables en France uniquement.

Les collaborateurs de TBS EDUCATION ont tous adopté la carte de paiement et plus aucun titre papier n'est désormais délivré.

Les titres restaurant seront donc proposés aux collaborateurs uniquement de cartes de paiement nominatives sécurisées (code confidentiel à la validation du paiement de l'achat ou par contact).

Afin de minimiser l'empreinte carbone des cartes physiques, le titulaire proposera une carte intégralement dématérialisée, permettant le paiement sans contact à partir des téléphones mobiles. Le choix de la commande du support physique sera laissé à l'appréciation du collaborateur.

La valeur faciale retenue pour le démarrage du marché sera de 9 euros.

Il est à prévoir que cette valeur faciale pourra faire l'objet de modification en cours d'exécution du marché, à la demande de TBS EDUCATION.

11. MENTIONS PORTEES SUR LA CARTE DE PAIEMENT

La carte sera le support physique du paiement dématérialisé.

La carte sera nominative et sécurisée avec utilisation par code confidentiel pour le paiement.

Aussi, doivent figurer ou être accessibles sur l'équipement terminal utilisé pour procéder au paiement les mentions suivantes :

- Le nom et prénom du collaborateur
- Le nom et l'adresse de l'émetteur
- Le numéro de série
- La date d'expiration
- Le logo TBS EDUCATION qui sera communiqué au titulaire

12. DUREE DE VALIDITE DES TITRES RESTAURANT

La durée de validité de la carte doit être au moins de 3 ans.

Pour le chargement des cartes, celui-ci ne devra pas excéder 3 jours ouvrés à compter de la date de confirmation de commande.

13. SERVICES ATTENDUS

13.1 Site internet sécurisé en ligne

TBS EDUCATION souhaite suivre ses commandes via un site internet sécurisé, que le titulaire mettra à sa disposition et à celle de ses collaborateurs.

Ce site permettra notamment :

- De commander des cartes de paiement (supports de paiement de titres dématérialisés), qu'il s'agisse d'une première demande ou d'un renouvellement (suite à perte, vol....)
- De procéder à la commande en chargement de montants desdites cartes
- D'avoir la possibilité de bloquer une carte sur l'espace client quand celle-ci est déclarée volée ou perdue (en cas de perte ou de vol, la demande de création d'une nouvelle carte se fera sans surcoût dans la limite d'une carte/an)
- De suivre toute la commande des titres restaurant de la validation par le titulaire jusqu'au rechargement
- De suivre la situation comptable (montant des commandes, suivi de la facturation, des paiements effectués.. avec historisation).

La commande doit pouvoir se faire à tout moment du mois. La commande se fera soit par chargement de fichier sur le site internet du titulaire soit par envoi de fichier par mail au titulaire.

A noter que le logiciel de paie actuellement utilisé est SAGE RH.

Au démarrage du marché, une commande pourra être lancée par TBS EDUCATION pour pallier les arriérés éventuels de titres des mois précédents la notification du marché.

Chaque commande fera l'objet d'une confirmation de commande par le titulaire du marché, par messagerie électronique. Toute anomalie sera signalée à TBS EDUCATION sans délai.

13.2 Accès au site internet dédié sécurisé pour chaque collaborateur

Le titulaire de l'accord-cadre mettra à disposition de TBS EDUCATION un accès à son site internet. Ce site devra être sécurisé par mot de passe et devra être relié à une hot line pour l'assistance aux utilisateurs.

Grâce à ce site chaque collaborateur pourra visualiser son compte concernant les informations relatives au solde et au crédit (avec historisation) de sa carte ainsi qu'aux montants et nombre de titres restaurant remis (avec historisation).

Ce site internet, dédié et sécurisé permettra aux détenteurs de carte :

- De suivre la situation de son compte « chargement » de manière permanente
- De faire opposition en cas de perte ou de vol.
- De visualiser les points de vente affiliés acceptant les cartes, selon les lieux géographiques (géolocalisation).

Par contre, seule TBS EDUCATION pourra demander le renouvellement d'une carte via le site internet.

Le titulaire pourra mettre également à disposition une application mobile ayant les mêmes caractéristiques (identification par mot de passe).

13.3 Suivi commercial et administratif

Le titulaire du marché mentionnera le nom et les coordonnées (téléphone, fax et mail) d'un interlocuteur dédié. Ce dernier sera le garant de la bonne exécution des prestations.

Il doit pouvoir être joint à tout moment (aux heures et jours ouvrées) et prendre toute décision opérationnelle nécessaire, notamment en cas de situation exceptionnelle (grève, problème de livraison, etc...) pour assurer la bonne exécution des prestations.

Il assurera le suivi commercial et administratif et devra assister à des réunions de suivi du marché.

Le titulaire mettra à disposition des collaborateurs une assistance personnalisée avec un numéro de téléphone du service clients pour tout collaborateur qui désirerait détenir des informations relatives à son compte.

13.4 Modalités de remboursement

Le titulaire devra procéder à la prolongation des titres restaurant dématérialisés inutilisés en fin de millésime et en fin de marché sous 30 Jours à compter de l'expiration de leur période de validité.

14. ENGAGEMENT DU TITULAIRE

De manière expresse, et en qualité de professionnel, le prestataire s'engage à :

- mettre en place les moyens nécessaires pour assurer la prise en compte et le suivi de la commande et également à ce que la qualité de ses prestations soit strictement conforme aux dispositions du présent contrat,
- prévenir dans les plus brefs délais TBS EDUCATION de tout événement et/ou fait de nature à mettre en danger la bonne exécution des prestations dont elle a la responsabilité et de prendre avec diligence et dans les plus brefs délais toutes les mesures qu'elle jugera nécessaires tout en informant TBS sans retard,
- prendre à sa charge l'assurance perte ou vol des cartes restaurant pendant leur acheminement jusqu'à leur remise auprès de TBS,
- fabriquer et faire livrer de nouveau, sous 48 heures, toute commande perdue lors du transport, sans coût additionnel,
- exécuter avec toutes les diligences inhérentes à ce type de contrat son obligation de conseil et de mise en garde, compte tenu de la mission qu'elle assure,
- assurer la prise en compte de l'augmentation éventuelle de la valeur faciale de certains titres restaurant en cours de contrat,
- s'assurer de la prolongation des millésimes pour les titres dématérialisés,
- informer TBS EDUCATION de toute modification de la réglementation des titres restaurant,
- produire à TBS EDUCATION des éléments statistiques détaillés, trimestriels ou mensuels, dont à minima
 - Etat par nombre de titres restaurant délivrés par établissement,
 - Etat en valeur de titres restaurant délivrés par établissement,
 - Etat en valeur et en nombre des titres restaurant délivrés pour l'ensemble des établissements,
- produire des statistiques et extractions ponctuelles de données, sur demande expresse de la DRH de TBS EDUCATION,
- proposer un outil de gestion (matrice, maquette) dont il indiquera les caractéristiques techniques dans son mémoire : ce (ou ces) outil(s) permettront, entre autres, d'établir les commandes, d'effectuer le suivi de gestion ou autres. La matrice devra contenir à minima le matricule du collaborateur, son nom, son prénom, le nombre de titres et le site de livraison
- assurer par des actions effectuées auprès du réseau d'affiliés, le développement de l'emploi des titres restaurant et le développement du réseau d'affiliés.

La non communication des états, des statistiques ou des extractions de données exigées par TBS EDUCATION ou proposées par le titulaire dans l'offre acceptée par TBS EDUCATION entraînerait l'application de pénalités à l'encontre du titulaire du marché telles que définies ci-après.

PARTIE 3 - DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

15. OPERATIONS DE VERIFICATION – RECEPTION

Les opérations de vérifications et de réception seront effectuées conformément aux articles 27 et suivants du CCAG FCS.

16. MODALITES D'ETABLISSEMENT DES PRIX

16.1 Forme des prix

Les prestations exécutées par le titulaire sont rémunérées :

- Par application d'un taux de gestion à la valeur faciale du titre restaurant.
- Sur la base des prix unitaires mentionnés dans le bordereau des prix pour les prestations annexes

16.2 Révision des prix

Les différentes composantes du prix du marché seront fermes pour toute la durée du marché.

La valeur nominale des Titres restaurant pourra varier en fonction des accords passés entre partenaires sociaux.

17. CONTENU DES PRIX

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales, ainsi que tous les frais afférents à l'assurance et au transport, ainsi que d'une façon générale tous frais nécessaires pour la mise en œuvre des dispositions nécessaires à la réalisation des prestations du marché.

Le titulaire est par ailleurs réputé avoir parfaitement pris connaissance des conditions de réalisation des prestations sur les sites (notamment moyens d'accès et moyens à mettre en œuvre pour les respecter, particularité des sites...).

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par application des prix HT dont le libellé est donné dans l'acte d'engagement. La TVA sera celle en vigueur en France aux jours des prestations. L'unité monétaire contractuellement utilisée est : L'EURO €.

18. MODALITES DE FACTURATION ET DE REGLEMENT

18.1 Adresse de facturation

Les factures détaillées afférentes au paiement des prestations seront envoyées à l'adresse suivante :

TBS EDUCATION
Service Comptabilité
comptafactures@tbs-education.fr
1 place Alphonse Jourdain – CS 66810
31068 TOULOUSE CEDEX 7

18.2 Contenus des demandes de paiement

Outre les mentions légales, ces factures porteront les indications suivantes :

- La date de la facture ;
- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- **le numéro du marché ;**
- **le numéro du bon de commande.**
- Le site concerné ;
- la date de livraison ;
- la nature des fournitures livrées ;
- la désignation de l'organisme débiteur
- le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération ;
- Tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché ;
- le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées ;
- la date de facturation.
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.

**Les factures devront impérativement comporter la référence du bon de commande.
A défaut, les délais de paiement seront suspendus jusqu'à la mise en conformité de la facture.**

La date de réception du mail ou la mention « *courrier arrivé le....* » apposé par TBS EDUCATION seul fera foi de la date effective de réception de la facture et le délai de paiement ne commencera à courir qu'à compter de cette date, sous réserve de la conformité de la facture.

18.2.a Acceptation du montant de la facture

TBS EDUCATION vérifie le montant indiqué sur la facture. Il le complète éventuellement en calculant les pénalités et les réfections imposées.

Le montant de la somme à régler au titulaire est arrêté par TBS EDUCATION. Il est notifié au titulaire si le décompte, la facture ou le mémoire a été modifié ou s'il a été complété comme il est dit à l'alinéa précédent. Passé un délai de trente jours à compter de cette notification, le titulaire est réputé, par son silence, avoir accepté ce montant.

18.2.b Modalités de paiement en cas de groupement

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement.

18.2.c Délai de paiement

Le paiement s'effectue par virement 30 jours au plus tard après l'arrivée de chaque facture conforme.

La facture est réputée conforme quand les conditions de forme et de fonds sont remplies.

Toute réception de facture non conforme entraînera la suspension des délais de paiement. Le titulaire sera informé des compléments à fournir ou des modifications à apporter à sa facture.

Toutes autres conditions, concernant la facturation et le règlement, même prévues sur la facture ne sauraient être opposées au pouvoir adjudicateur.

Le défaut de paiement dans le délai susmentionné donne droit au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros et fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire. Ils courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la date de mise en paiement du principal, incluse.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente avant le premier jour calendaire du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de huit points.

Le Titulaire ne pourra, en aucun cas, se prévaloir d'un retard de paiement, pour suspendre ou interrompre l'exécution des prestations qui lui incombent en application du présent marché.

18.2.d Modalités de paiement en cas de désaccord

En cas de présentation d'une facture non conforme, ce délai peut être suspendu une fois.

Cette suspension fait l'objet d'une notification au Titulaire par tout moyen écrit. Elle précise les raisons qui, imputables au Titulaire, s'opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la réception par TBS EDUCATION, de la totalité des justifications qui ont été réclamées au Titulaire.

A compter de la réception de ces justifications, court un nouveau délai de 30 jours.

18.3 Coordonnées bancaires du titulaire – RIB

18.3.a Coordonnées bancaires du titulaire ou du mandataire du groupement

FJOINDRE OBLIGATOIREMENT UN RIB EN ANNEXE A L'ACTE D'ENGAGEMENT

Les avis de virement sont adressés à l'établissement réalisant les prestations mentionnées au bon de commande. TBS EDUCATION se libèrera des sommes dues aux sous-traitants payés directement en faisant porter les montants aux crédits des comptes désignés dans les déclarations de sous-traitance.

18.3.b Coordonnées bancaires des autres membres du groupement conjoint

En cas de groupement conjoint, le titulaire a joint un relevé d'identité bancaire ou postal pour chacun des membres du groupement.

18.3.c Modification des coordonnées bancaires

En cas de modification des coordonnées bancaires en cours d'exécution du marché, le titulaire doit impérativement dans les plus brefs délais, notifier ce changement au service comptabilité et fournir le nouveau RIB correspondant.

19. AVANCE

Le versement d'une avance forfaitaire et son remboursement sont prévus selon les modalités stipulées aux articles R2191-3 et suivants du code de la commande publique.

20. ACOMPTE

Aucun versement d'acompte n'est prévu durant l'exécution du marché. La prestation fera l'objet d'une facturation unique à l'issue de la réception conforme de chaque commande.

21. PILOTAGE

21.1 Interlocuteur dédié pour TBS EDUCATION

Le suivi de l'exécution du marché sera assuré par la Direction des Ressources Humaines :

Florence CABROLIER
Responsable Paie
f.cabrolier@tbs-education.fr

21.2 Interlocuteur dédié pour le titulaire

Le titulaire s'engage à désigner au plus tard 5 jours après la notification du marché, un interlocuteur référent pour l'exécution du marché et les échanges avec le Responsable désigné par TBS EDUCATION. Il transmettra son nom et ses coordonnées professionnelles.

Si cette personne n'est plus en mesure d'accomplir sa mission, le titulaire doit en aviser immédiatement TBS EDUCATION. A ce titre obligation lui est faite de désigner un remplaçant et d'en communiquer le nom et les titres sans délai.

En cas d'inadéquation constatée unilatéralement, TBS EDUCATION se réserve le droit de demander son remplacement.

21.3 Réunion de lancement

Après la notification du marché, une réunion de lancement se tiendra dans les locaux de TBS EDUCATION ou par entretien téléphonique.

Au cours de cette réunion, toutes les questions concernant la prestation pourront être évoquées afin de réduire les difficultés nées de l'exécution de ce marché.

21.4 Réunions de suivi

Des réunions de suivi pourront être organisées semestriellement la première année d'exécution, puis annuellement en suivant.

22. PENALITES

Les engagements de délai du titulaire dans son offre sont impératifs.

En cas de dépassement du délai contractuel d'exécution des prestations, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, des pénalités.

La mauvaise exécution et/ou l'exécution partielle des prestations équivalent à une non-exécution des prestations pouvant donner lieu à la mise en œuvre de pénalités. Cette application n'est pas automatique et sera, dans la mesure du possible, toujours l'objet d'échanges préalables avec le titulaire dans l'objectif d'une rectification des irrégularités et d'une augmentation constante de la qualité des prestations.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG / FCS et en l'absence de force majeure dûment constatée, TBS EDUCATION se réserve le droit d'appliquer les pénalités suivantes :

22.1 Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution, est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées selon la formule suivant :

$$P = V \times R / 500$$

Dans laquelle :

P = montant des pénalités

V = valeur pénalisée (nombre de titres commandés x valeur faciale)

R = nombre de jours de retard

Les pénalités pourront être directement retenues sur les règlements dus au titulaire.

Si la prestation ne peut être effectuée en raison d'un retard du fait du Pouvoir Adjudicateur, les indemnités ne seront pas dues.

22.1 Pénalités pour non remise de statistiques

Dans le cas où le titulaire ne remet pas des statistiques, états, extractions de données tels que demandés par TBS EDUCATION, le Titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire d'un montant de 200 (deux cents) euros.

22.2 Pénalité pour dysfonctionnement des applications informatiques

En cas de non-résolution des anomalies définies, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire définie comme suit :

Anomalie	Délai contractuel maximum de résolution	Pénalité forfaitaire par jour de retard constatée
Mineure	15 jours ouvrés	50 euros
Majeure	2 jours ouvrés	50 euros
Bloquante	1 jour ouvré	100 euros

- anomalie bloquante : empêchant toute utilisation de la plateforme, de l'application ou des moyens de paiement ;
- anomalie majeure : n'empêchant pas l'utilisation de la plateforme, de l'application mais en diminuant l'efficacité,
- anomalie mineure : toute autre anomalie.

En cas d'indisponibilité prolongée de la plateforme, de l'application ou des moyens de paiement, soit au-delà de 96h, soit 4 jours calendaires, le titulaire encourt une pénalité de 200€ par jour.

Au-delà de la 2^{ème} indisponibilité prolongée dans un délai glissant de 12 mois, le pouvoir adjudicateur pourra prononcer la résiliation pour faute du marché, sans mise en demeure préalable et sans que le titulaire n'ait le droit à aucune indemnité.

22.3 Pénalités en cas de manquement à la réglementation relative au travail dissimulé

Dans le cas où le pouvoir adjudicateur est informé par un agent de l'inspection du travail que le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, il pourra lui appliquer une pénalité fixée, par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, à 500,00 € par jour calendaire dans les conditions suivantes.

Cette pénalité sera appliquée si, après mise en demeure adressée par lettre recommandée avec avis de réception, de faire cesser sa situation irrégulière, le titulaire n'apporte pas au pouvoir adjudicateur la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle. A défaut de correction des irrégularités signalées dans le délai de quinze jours, le pouvoir adjudicateur en informe l'agent de l'inspection du travail auteur du signalement et peut appliquer la pénalité prévue au marché jusqu'à ce que le titulaire apporte au pouvoir adjudicateur la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle.

Le pouvoir adjudicateur pourra rompre le contrat, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire du marché.

22.4 Modalités d'application des pénalités

Par dérogation à l'article 14-1-3 du C.C.A.G.-F.C.S., le titulaire ne peut être exonéré des pénalités dont le montant cumulé est inférieur à 300 euros HT.

23. RESPONSABILITE ET SECURITE

Le titulaire est responsable de l'ensemble des prestations jusqu'à leur admission par le pouvoir adjudicateur.

En aucun cas, le titulaire ne peut se retrancher derrière la défaillance ou la faute de ses préposés, de ses sous-traitants, de ses transporteurs ou de ses fournisseurs pour atténuer ou supprimer sa responsabilité.

En conséquence, il lui appartient de souscrire une police d'assurance prévoyant la prise en charge des conséquences des éventuels dommages dont il aurait à répondre dans le cadre de l'exécution du marché.

Le titulaire fait son affaire des franchises éventuellement prévues dans les polices d'assurance qu'il a ou aura souscrites. L'administration se réserve, à tout moment, la possibilité de demander au titulaire la production de ses polices d'assurance ainsi que la preuve de versement des primes correspondantes.

24. CONFIDENTIALITE

Le titulaire du marché s'engage à considérer comme strictement confidentielles et garder secrètes toutes les informations orales ou écrites qui auraient été portées à sa connaissance dans le cadre de l'exécution des prestations objet du présent marché.

Le titulaire s'engage à ne pas utiliser ses connaissances sur les matériels, les logiciels et les prestations objet du présent marché, sans l'accord de TBS, pour accéder ou aider un tiers à accéder aux informations stockées dans les mémoires, qu'il s'agisse de données ou de programmes.

Le titulaire porte à la connaissance de TBS les cas où, au cours de ses interventions, il aurait accédé fortuitement aux dites informations, et s'engage, dans ce cas, à ne pas les utiliser pour lui-même ou pour un tiers.

Le titulaire et son personnel sont tenus par une stricte obligation de secret et de discrétion, et s'engagent :

- A préserver la confidentialité de toutes les informations qui pourront être communiquées, échangées et/ou recueillies et/ou intégrées dans des documents créés dans le cadre de l'exécution des prestations, objet du marché ;
- A traiter comme strictement confidentiels toutes les informations et tous documents dont ils auront connaissance, de quelque façon et sous quelque forme que ce soit, et désignés comme confidentiels au moment de leur révélation :
 - o lors de l'exécution des prestations et plus particulièrement au cours des entretiens menés et/ou des réunions de travail au sein de TBS et auprès des différents interlocuteurs rencontrés,
 - o qui leur ont été transmises ou qui seront transmises concernant directement et

- indirectement l'organisation et la stratégie de TBS, les courriers sous forme papier et électronique, fiches de procédures internes à TBS. Ainsi le titulaire s'engage à les protéger s'il en était le destinataire sous toute forme que ce soit dans des conditions de protection suffisantes pour que les termes du présent article soient respectés.
- A n'en faire aucune copie ou reproduction, sous quelque forme que ce soit, sans l'autorisation préalable expresse et écrite de TBS ;
- A ne les révéler ni n'en faire état, directement ou indirectement, à aucun Tiers. Le titulaire est tenu de ne pas communiquer à des Tiers, sans l'accord écrit préalable et express du Directeur de TBS :
 - les courriers sous forme papier et électronique, fiches de procédures, les documents de travail, les dossiers d'études, les entretiens, les notes et d'une façon plus générale,
 - tous dossiers et documents qui lui auront été communiqués à titre confidentiel au cours de l'exécution de sa mission de recrutement au sein de TBS,
 - tous documents établis dans le cadre de la réalisation de sa mission.

Le titulaire reconnaît que toute divulgation léserait les intérêts de Toulouse Business School et engagerait sa responsabilité. Tout manquement à cette obligation de confidentialité est, sans préjudice des éventuelles poursuites pénales engagées à son encontre par TBS, susceptible d'entraîner la résiliation du marché aux torts exclusifs du titulaire.

L'obligation de confidentialité s'impose au titulaire, à ses personnels comme à ses sous-traitants éventuels pour toutes les informations qu'il a recueillies à l'occasion du présent marché.

Cette obligation s'étend à tous les renseignements de quelque nature et sur quelque support que ce soit dont le titulaire et ses préposés auraient eu connaissance dans le déroulement du présent marché ainsi qu'à l'ensemble de la prestation.

25. RESILIATION

La résiliation du marché est soumise aux dispositions du Chapitre 7 du CCAG-FCS.

Il sera fait, le cas échéant, application des dispositions avec les précisions suivantes.

Le pouvoir adjudicateur peut, à tout moment, mettre fin à l'exécution de l'accord-cadre avant l'achèvement de celui-ci :

- soit pour événements extérieurs au marché, ,
- soit pour événements liés aux marchés,
- soit pour motif d'intérêt général,
- soit pour faute du titulaire notamment dans les cas complémentaires indiqués ci-dessous :
 - en cas d'atteinte du plafond de pénalité suivant : 3 000 € toutes pénalités confondues ;
 - en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles L.2142-1, R.2142-3, R.2142-4 et R.2143-3 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 à 8 du code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du code de la commande publique.

Dans tous les cas, la résiliation prendra effet à la date fixée dans la décision prise par le pouvoir adjudicateur, et ne donne lieu à aucune indemnité (par dérogation aux dispositions du CCAG/FCS).

De plus, à compter de 30 jours ouvrés de retard dans l'exécution des prestations, TBS EDUCATION se réserve le droit de résilier le marché aux torts du titulaire, sans mise en demeure préalable, formalités, ni paiement d'indemnité.

26. SITUATION FISCALE ET SOCIALE DU TITULAIRE

26.1 Obligations du titulaire

Le Titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations ci-dessous :

- Les pièces mentionnées à l'article D. 8222-5 du code de travail, si le Titulaire est établi ou domicilié en France, et D. 8222-7, D. 8222-8 et R.1263-12 dudit code, si le Titulaire est établi ou domicilié à l'étranger.
- Les pièces mentionnées aux articles D.8254-2 à D8254-5 du code du travail.

TBS EDUCATION s'assurera de l'authenticité auprès des organismes de recouvrement compétents.

Après mise en demeure restée infructueuse, la non-production ou la production incomplète ou erronée de ces documents pourra entraîner la résiliation du marché aux torts exclusifs du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité. Le cas échéant, TBS EDUCATION se réserve la possibilité de prononcer l'exécution des prestations aux frais et risques du Titulaire.

La mise en demeure est notifiée par tout moyen permettant de donner une date certaine à sa réception par le Titulaire et notamment par lettre recommandée avec avis de réception. Elle est assortie d'un délai d'exécution. A défaut d'indication de délai dans la mise en demeure, le Titulaire dispose d'un délai d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure pour satisfaire à ses obligations.

26.2 Remise des documents listes ci-dessus : E-ATTESTATIONS

Le titulaire domicilié en France doit déposer ces documents sur la plateforme en ligne mise à disposition gratuitement par TBS EDUCATION, à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.fr>

27. MODIFICATION DU MARCHÉ

Les articles R2194-1 à R2194-10 2016 précisent les conditions selon lesquelles le présent marché public peut être modifié.

28. EVOLUTIONS ADMINISTRATIVES ET TECHNOLOGIQUES

28.1 Evolutions administratives

Au cours de l'exécution du marché public, le Titulaire informe par écrit TBS EDUCATION de toute modification de désignation de Prestations objets du présent marché public. TBS EDUCATION prend acte de la modification demandée par écrit, sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant dès lors que la modification souhaitée n'a pour objet que la stricte correction d'une erreur matérielle dans la désignation de la Prestation considérée, ou l'attribution d'une nouvelle référence à cette Prestation dont la nature et le prix demeurent par ailleurs inchangés.

28.2 Evolutions technologiques

Le Titulaire informe sans délai TBS EDUCATION de toutes modifications ou évolutions technologiques qu'il entend apporter aux fournitures utilisées pour la réalisation des Prestations objets du présent marché public.

Sur la base des informations transmises, TBS EDUCATION décide de la conduite à tenir et la notifie au Titulaire dans un délai d'un mois à compter de la réception des informations. En fonction de la nature des modifications ou évolutions technologiques proposées, TBS EDUCATION peut décider de la mise en œuvre d'études complémentaires. A ce titre, le Titulaire s'engage à fournir l'aide technique et les fournitures nécessaires à titre gratuit. Le Titulaire ne peut mettre en œuvre les modifications avant réception de la notification de la décision TBS EDUCATION.

A l'exception des cas de mise à disposition de nouvelles fournitures, toute évolution technologique acceptée par TBS EDUCATION, dans les conditions décrites au présent article, est sans incidence sur les prix du marché public.

En tout état de cause, toute évolution technologique ou l'introduction de nouvelles fournitures listées dans l'annexe financière à l'acte d'engagement donnent lieu à la conclusion d'un avenant au présent marché public.

Toute modification acceptée par TBS EDUCATION donne lieu à une mise à jour de la documentation par le Titulaire.

28.3 Modifications relatives au titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale, le Titulaire doit impérativement en informer TBS EDUCATION par écrit et communiquer un extrait du registre du commerce et des sociétés mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais.

Le marché public ne peut en aucun cas, faire l'objet d'une cession totale ou partielle, à titre onéreux ou gracieux, sauf accord écrit et préalable du pouvoir adjudicateur. De même, le transfert du marché public à la société née de la fusion ou de l'absorption du Titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable du pouvoir adjudicateur.

Dans ces cas, le Titulaire doit en informer TBS EDUCATION dans les plus brefs délais et produire l'ensemble des documents et renseignements suivants, concernant la nouvelle entreprise à qui le marché public est cédé :

- Une copie de l'acte de fusion ou d'absorption définitif déposé au greffe du Tribunal de Commerce territorialement compétent ;
- Une copie de l'annonce légale ;
- Les attestations fiscales ;
- Les pièces mentionnées à l'article D. 8222-5 du code de travail, si le Titulaire est établi ou domicilié en France, ou D. 8222-7 et D. 8222-8 dudit code, si le Titulaire est établi ou domicilié à l'étranger ;
- Les pièces mentionnées à l'article D. 8254-4 du code du travail ;
- Une attestation d'assurance « responsabilité civile professionnelle » en cours de validité établie par la compagnie d'assurance de l'entreprise ;
- Le pouvoir de la personne habilitée à engager la société cessionnaire ;
- Un relevé des nouvelles coordonnées bancaires de la société cessionnaire ;
- Un extrait du registre du commerce et des sociétés original datant de moins de trois mois faisant apparaître la fusion - absorption de la société Titulaire ;
- Les justifications de références identiques à celles demandées dans l'avis d'appel public à la concurrence et le règlement de la consultation au Titulaire du marché public.
- La cession du marché public acceptée par le RPA fera l'objet d'un avenant conclu entre TBS EDUCATION, la société cessionnaire et la société cédante constatant le transfert du marché public au nouveau Titulaire.

29. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES

L'exécution aux frais et risques s'effectue dans les conditions prévues au CCAG de référence. La résiliation du marché est soumise aux dispositions du Chapitre 7 du CCAG-FCS.

De plus, à compter de 30 jours ouvrés de retard dans l'exécution des prestations, TBS EDUCATION se réserve le droit de résilier le marché aux torts du titulaire, sans mise en demeure préalable, formalités, ni paiement d'indemnité.

30. ASSURANCES ET RESPONSABILITE

Le titulaire est responsable de l'ensemble des prestations jusqu'à leur admission par le pouvoir adjudicateur.

En aucun cas, le titulaire ne peut se retrancher derrière la défaillance ou la faute de ses préposés, de ses sous-traitants, de ses transporteurs ou de ses fournisseurs pour atténuer ou supprimer sa responsabilité.

Il appartient également au titulaire de souscrire une police d'assurance prévoyant la prise en charge des conséquences des éventuels dommages dont il aurait à répondre dans le cadre de l'exécution du marché. Il devra justifier, avant la passation du marché et à première demande, être assuré auprès d'une compagnie notoirement solvable au titre de sa responsabilité civile, tant pour lui-même que pour son personnel.

Le titulaire fait son affaire des franchises éventuellement prévues dans les polices d'assurance qu'il a ou aura souscrites. L'administration se réserve, à tout moment, la possibilité de demander au titulaire la production de ses polices d'assurance ainsi que la preuve de versement des primes correspondantes.

Le titulaire s'engage à informer expressément le pouvoir adjudicateur de toute modification de son contrat d'assurance.

31. COMPETENCE TERRITORIALE ET DROIT APPLICABLE

En aucun cas, les contestations survenant entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire du marché ne peuvent être invoquées par ledit titulaire comme cause d'arrêt, définitif ou momentané, des prestations prévues dans le marché.

En cas de litige ne recevant pas de solution amiable, le tribunal de Toulouse est seul compétent et la loi française est seule applicable.

32. PROTECTION DES DONNEES

Dans le cadre de ses rapports avec le **titulaire**, **TBS** en qualité de responsable de traitement, peut être amené à traiter les données à caractère personnel du **titulaire** et de ses personnels pour les besoins de l'exécution du présent **marché**, traitements se rapportant à la gestion des achats, des fichiers de fournisseurs, la gestion des contacts, le contrôle de la conformité sociale et fiscale du **titulaire**, l'évaluation de l'exécution du contrat, le paiement et la comptabilité, l'évaluation de la situation des fournisseurs, et la gestion des contentieux et réclamations.

Le **titulaire** informe ses personnels que leurs données sont traitées pour les finalités précitées et garantit cette information à **TBS**.

Ces traitements sont effectués sur les bases légales de l'exécution de la présente convention, de ses obligations légales et de son intérêt légitime à mettre en œuvre des traitements de suivi, reporting, statistiques et de pilotage.

Ces données sont destinées à **TBS, son personnel habilité et sous-traitants**.

La durée de conservation des informations est de 5 ans à compter de la fin du marché et en cas de contentieux jusqu'à exécution de la décision devenue définitive.

Toute personne concernée par le traitement dispose d'un droit d'interrogation, d'accès, de rectification, d'effacement des données, d'un droit à la limitation du traitement et à la portabilité des données ; ainsi que d'un droit d'opposition et d'un droit de formuler des directives spécifiques et générales concernant la conservation, l'effacement et la communication de ses données post-mortem, qu'elle peut exercer auprès de **TBS – Service DPO – 1 place Alfonse Jourdain 31058 Toulouse** ou à l'adresse : dpo@tbs-education.fr . En ce qui concerne les directives générales, elles pourront être adressées à un tiers qui sera désigné par Décret.

Dans le cadre de l'exercice des droits, la personne doit justifier de son identité par tout moyen. En cas de doute sur celle-ci, In li pourra demander de fournir des informations supplémentaires apparaissant nécessaires à son identification, y compris la photocopie d'un titre d'identité portant sa signature.

Toute personne concernée par le traitement a le droit d'introduire une réclamation auprès d'une autorité de contrôle et notamment de la Commission nationale Informatique et libertés (ci-après « CNIL »).

Le **titulaire** garantit TBS du respect des obligations légales et réglementaires lui incombant au titre de la protection des données à caractère personnel s'agissant des traitements qu'il effectuerait lui-même, pour son propre compte, par des moyens et pour des finalités qu'il détermine seul.

S'agissant des données à caractère personnel traitées par le **titulaire** pour le compte de **TBS EDUCATION**, sur ses instructions, le **titulaire** s'engage à respecter **l'annexe n° 1** au CCAP : Protection des données à caractère personnel.

ANNEXE 1 AU CCP : PROTECTION DES DONNEES

Le présent document décrit les principales obligations du Titulaire en tant que Sous-traitant, pour le compte de **Toulouse Business School** (ci-après « **TBS** » ou le « **Pouvoir Adjudicateur** »), Responsable de traitement, en application notamment de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée par la loi n° 2018-493 du 20 juin 2018, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, de l'article 28 du Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, qui est entrée en vigueur le 25 Mai 2018, ainsi que toute loi ou tout règlement applicable en matière de protection des données à caractère personnel.

1. ARTICLE 1 - DEFINITIONS

« **Législation relative à la protection des Données à caractère personnel** » désigne la Loi dite « informatique et libertés » n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée par la loi n° 2018-493 du 20 juin 2018 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ainsi que le Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, abrogeant la directive 95/46/CE (Règlement général sur la protection des Données) qui est entrée en vigueur le 25 Mai 2018, et toute loi ou tout règlement applicable en matière de protection des données à caractère personnel.

« **Données à caractère personnel** », « **Traitement** », « **Responsable du Traitement** », « **Sous-traitant/Sous-traitance** », « **Personne concernée** » et « **Autorité de contrôle** », « **Étude d'impact sur la vie privée** », « **Registre des activités de Traitement** », « **Violations de Données à caractère personnel** », « **Protection des Données dès la conception/par défaut** » ; « **Clauses contractuelles types** » ont la même signification, avec ou sans majuscule, que dans la Législation relative à la protection des Données à caractère personnel.

« **Documentation relative aux Traitements** » désigne l'ensemble de la documentation dont la tenue est obligatoire en application de la Législation relative à la protection des Données à caractère personnel.

2. ARTICLE 2 - RESPECT DE LA LEGISLATION APPLICABLE

2.1 L'exécution du **Marché** entraîne le Traitement de Données à caractère personnel par le **Titulaire** aux fins de la fourniture des Services prévus par le **Marché**.

2.2 Ces Traitements sont soumis à la Législation relative à la protection des Données à caractère personnel.

2.3 Le **Titulaire** déclare connaître cette législation et s'engage à la respecter, concernant les opérations de Sous-traitance de Données à caractère personnel, mises en œuvre dans le cadre de l'exécution du **Marché** pour le compte du **Pouvoir Adjudicateur**.

2.4 Le **Titulaire** déclare avoir reçu du **Pouvoir Adjudicateur** l'ensemble des informations relatives aux opérations de traitement de données à caractère personnel, et notamment les catégories de données qui en sont l'objet, leur nature, la finalité des traitements et leurs durées. Au vu de ces informations, le **Titulaire** a déclaré présenter l'ensemble des garanties quant à la mise en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées pour assurer un niveau de sécurité et de confidentialité adapté des données traitées pour le compte du **Pouvoir Adjudicateur**.

2.5 Les Parties s'engagent à collaborer activement afin de permettre le respect par chacune des Parties des droits et obligations résultant de l'application de la Législation relative à la protection des Données à caractère personnel.

3. ARTICLE 3 - TRAITEMENTS DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL PAR LE TITULAIRE

3.1 Le Pouvoir **Adjudicateur** a la qualité de Responsable de Traitement et le **Titulaire** celle de sous-traitant intervenant pour le compte du **Pouvoir Adjudicateur** au sens de la Législation relative à la protection des Données à caractère personnel.

3.2 Les opérations de Traitement, les objet, durée, nature, finalités et catégories de Données à caractère personnel dont le traitement est confié au **Titulaire** sont décrites à l'article 13.

3.3 Les Données à caractère personnel ne pourront faire l'objet d'aucune opération de Traitement, autres que celles prévues au présent **Marché**, de la part du **Titulaire**, d'un Sous-traitant ou d'une personne agissant sous l'autorité du **Titulaire**. Il s'engage en conséquence à :

- Ne procéder au Traitement des Données à caractère personnel qu'en application du **Marché** c'est à dire sur les seules instructions écrites du **Pouvoir Adjudicateur**. Tout traitement au titre de l'exécution stricte du présent **Marché** par le **Titulaire** est expressément réputé effectué sur les instruction écrites et documentées du **Pouvoir Adjudicateur**, y compris en ce qui concerne les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, à moins qu'il ne soit tenu d'y procéder en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il informe dans ce **cas le Pouvoir Adjudicateur** de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public. Il appartient au **Titulaire** de s'assurer que les instructions documentées **du Pouvoir Adjudicateur** sont écrites, suffisamment précises, détaillées et explicites. Si le **Titulaire** considère qu'une instruction constitue une violation de la Législation relative à la protection des Données à caractère personnel ou d'autres dispositions du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relatives à la protection des données, il en informe immédiatement **le Pouvoir Adjudicateur**, par tout moyen approprié et notamment par courrier électronique à l'adresse dpo@tbs-education.fr, au regard de l'urgence, après avoir vérifié la qualité du destinataire et vérifié que l'ensemble des informations nécessaires et documentées lui sont transmises pour apprécier cette violation. Le **Titulaire** s'engage à confirmer cette information **du Pouvoir Adjudicateur** par lettre recommandée avec accusé de réception et s'abstient de tout traitement objet de son information tant que ce dernier ne s'est pas prononcé sur la violation alléguée,
- S'abstenir de toute utilisation ou Traitement des Données à caractère personnel non conformes aux instructions écrites du **Pouvoir Adjudicateur** ou étrangers à l'exécution du présent **Marché**, et en particulier à ne faire aucun usage personnel des Données à caractère personnel,
- Ne pas céder, divulguer, ou communiquer totalement ou partiellement à un tiers non autorisé les données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent **Marché** et veiller à ce que ces personnes n'y aient accès que pour les besoins strictement nécessaires aux traitements prévus par le **Marché**,
- Obtenir l'autorisation préalable **du Pouvoir Adjudicateur** pour toute utilisation des Données à caractère personnel à des fins statistiques ou d'études, y compris lorsque celles-ci sont réalisées de manière pseudonyme ou anonyme,

- Ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations comportant des Données à caractère personnel qui lui sont confiés, à l'exception de celles nécessaires à l'exécution du **Marché**, et seulement après avoir recueilli l'accord préalable du **Pouvoir Adjudicateur**,
- Informer le **Pouvoir Adjudicateur** de toute demande d'accès ou de communication émanant d'un tiers se prévalant d'une autorisation découlant de l'application de dispositions légales ou réglementaires conformément à l'article 7 de la présente annexe ; avant tout accès ou communication, le **Titulaire** devra avoir procédé aux vérifications nécessaires quant au bien-fondé de la demande de communication, notamment auprès du **Pouvoir Adjudicateur**,
- Mettre à la disposition du **Pouvoir Adjudicateur** toutes les informations nécessaires pour lui permettre de démontrer le respect des obligations prévues à la présente annexe et le respect de la Législation relative à la protection des Données à caractère personnel, ainsi que pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le Responsable de traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits,
- Au terme du présent **Marché**, selon le choix du **Pouvoir Adjudicateur** :
 - à renvoyer toutes les données à caractère personnel à celui-ci et à détruire toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du **Titulaire** lequel s'engage à en justifier par écrit sur demande du Pouvoir Adjudicateur ; ou,
 - à supprimer toutes les données à caractère personnel et à en justifier par écrit sur demande du Pouvoir Adjudicateur ,
 - sauf si le droit de l'Union ou le droit de l'Etat membre en exige la conservation.

3.4 Les Données à caractère personnel ne pourront faire l'objet d'aucune divulgation ou communication à des tiers en dehors des cas expressément prévus dans le **Marché** ou résultant des instructions écrites du **Pouvoir Adjudicateur** ou de ceux prévus par une disposition légale ou réglementaire.

3.5 Le **Titulaire** s'engage à mettre en œuvre toutes les mesures requises en application de l'article 32 du Règlement 2016/679 pour assurer et garantir la parfaite sécurité et confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent **Marché** en vue de prévenir notamment leur fuite, destruction, altération, modification et/ou perte, et notamment toutes les mesures techniques et organisationnelles de manière à ce que les Traitements qui lui sont confiés en exécution du présent **Marché** respectent la Législation relative à la protection des Données à caractère personnel. Cela vise en particulier toutes les mesures qui sont de nature à assurer la sécurité et la confidentialité des Données traitées et celles visant à faciliter l'exercice des droits d'accès, de rectification, de limitation, d'opposition et de suppression des personnes concernées, ainsi que le retrait de leur consentement le cas échéant.

3.6 Le **Titulaire** collabore et aide le **Pouvoir Adjudicateur** à garantir le respect des obligations prévues aux articles 32 à 36 du Règlement 2016/679 relativement à la sécurité des traitements, à la notification à l'autorité de contrôle d'une violation de données à caractère personnelles, à la communication à la personne concernée d'une telle violation, à la tenue du Registre des opérations de Traitement lorsqu'il est exigé, dans la conduite des Études d'impacts sur la vie privée, la mise en œuvre de mesures de Protection des Données à caractère personnel dès la conception et de Protection des Données à caractère personnel par défaut, ainsi que le cas échéant en vue de l'accomplissement des formalités préalables obligatoires auprès de l'Autorité de contrôle ou de toute autre autorité, et ce sans aucun coûts supplémentaires pour le **Pouvoir Adjudicateur**.

3.7 Il communique **au Pouvoir Adjudicateur** toute information requise ou utile à la mise en œuvre de ces mesures ou l'accomplissement des formalités et pour permettre **au Pouvoir Adjudicateur** de tenir la Documentation relative aux Traitements et démontrer la conformité du Traitement de Données à caractère personnel confié **au Titulaire** avec la Législation relative à la protection des Données à caractère personnel.

4. ARTICLES 4 - SECURITE ET CONFIDENTIALITE DES TRAITEMENTS

4.1 **Le Titulaire** est tenu d'apporter et de maintenir les garanties suffisantes pour assurer la mise en œuvre des mesures techniques et organisationnelles adaptées à la nature des données et des risques présentés par le traitement, afin de préserver la sécurité et la confidentialité des données et de garantir la protection des droits des personnes concernées.

4.2 **Le Titulaire** s'engage, à garder le secret et la confidentialité des Données à caractère personnel auxquelles il aura accès à l'occasion de l'exécution **du Marché**. Il met en œuvre des procédures assurant que les tiers qu'il autorise à accéder aux Données à caractère personnel, y compris ses propres Sous-traitants, respectent et préservent la confidentialité et la sécurité des Données à caractère personnel ; il veille à ce que toute personne qu'il autorise à accéder aux Données à caractère personnel traitées dans le cadre de l'exécution **du Marché** soient tenus par une obligation de confidentialité résultant d'un engagement écrit ou d'une obligation légale.

4.3 **Le Titulaire** conserve et traite les Données à caractère personnel de manière séparée de ses propres Données ou de Données d'autres clients ou fournisseurs.

4.4 **Le Titulaire** s'engage à mettre en œuvre toutes les mesures appropriées au regard de la finalité, du contexte, de la portée ainsi que des risques, notamment pour les personnes concernées, générés par le Traitement permettant d'assurer, compte tenu de l'état des Règles de l'art et des standards de sécurité applicables, un niveau de sécurité et de confidentialité approprié au regard des risques présentés par le Traitement et la nature des Données à caractère personnel traitées. Ces mesures, décrites ci-après, consistent notamment à :

- Empêcher tout accès non autorisé ou utilisation non conforme aux finalités du Traitement, de manière accidentelle ou illicite, ainsi que la destruction, perte, altération, divulgation non autorisée de Données à caractère personnel que ce soit ; lors de la conservation, la transmission ou toute autre forme de Traitement ;
- Garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience des systèmes et des services, tenant compte des objectifs de sécurité visés aux Cahiers de Clauses Administratives Particulières et Cahier des Clauses Techniques Particulières et tenir à jour une documentation écrite décrivant les mesures de sécurité techniques et organisationnelles ainsi mises en œuvre ;
- Rétablir la disponibilité des Données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans les délais appropriés, tels que visés à en cas d'incident technique ou physique ;
- Tester, analyser et évaluer régulièrement, et au moins une fois par an, l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du Traitement, et en justifier auprès **du Pouvoir Adjudicateur** ;

- Garantir que l'accès et la consultation des Données à caractère personnel traitées sont limités aux seuls personnels dûment habilités et autorisés, dans la stricte limite de ce qui leur est nécessaire à l'accomplissement de leurs fonctions ; le **Titulaire** s'engage à tenir à jour la liste des personnes ainsi autorisées et à communiquer au **Pouvoir Adjudicateur** ladite liste à première demande ;
- Permettre la détection, la résolution et la notification dans les délais requis par la Législation en matière de protection des Données personnelles des violations de Données à caractère personnel et documenter une procédure à cet effet.

4.5 Le **Titulaire** met en œuvre, en concertation avec **Le Pouvoir Adjudicateur**, des procédés, y compris des mesures de pseudonymisation et de chiffrement des Données à caractère personnel, destinés à assurer que seules les Données strictement nécessaires aux finalités du Traitement sont traitées dans le cadre de l'exécution du **Marché**.

4.6 L'ensemble des mesures prises en application du présent article sont documentées. Les mesures techniques et organisationnelles destinées à assurer la sécurité et la confidentialité des données sont détaillées à l'offre **technique du Titulaire** comprenant le **mémoire technique et organisationnel du Titulaire** ainsi qu'à l'article 14 de la présente annexe.

-

5. ARTICLE 5 - SOUS-TRAITANCE DE TRAITEMENT DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

5.1 Toute opération de Sous-traitance impliquant un Traitement de Données à caractère personnel devra avoir été préalablement et spécifiquement autorisée par écrit par **le Pouvoir Adjudicateur**. Le **Titulaire** devra fournir au préalable au **Pouvoir Adjudicateur** dans les meilleurs délais toutes les informations demandées sur le(s) sous-traitant(s) ultérieur(s) (et notamment : nom, pays d'établissement du sous-traitant ultérieur et de réalisation du traitement ou partie du traitement qui lui est sous-traité) afin de le mettre en mesure de donner son autorisation écrite préalable.

5.2 Le **Titulaire** s'engage à reporter sur ses Sous-traitants l'ensemble des obligations figurant au présent **Marché**, et en particulier à mettre à la charge de ses Sous-traitants toutes obligations nécessaires pour que soient respectées la confidentialité, la sécurité, la disponibilité et l'intégrité des Données à caractère personnel, et pour que lesdites données ne puissent être ni cédées ou louées à un tiers à titre gratuit ou non, ni utilisées à d'autres fins que celles définies au **présent Marché**.

5.3 Le **Titulaire** demeure pleinement responsable de l'exécution des obligations du **Marché** par ses propres Sous-traitants et vérifie régulièrement, notamment par des contrôles et audits, tels que visés à **l'article 9**, le respect de leurs obligations par ses propres Sous-traitants.

5.4 Le **Titulaire** tient à jour la liste comportant : (i) le nom et coordonnées des éventuels Sous-traitants du **Titulaire** ainsi que la nature des opérations confiées (ii) l'identification des lieux de Traitements, la nature des opérations confiées et la date des derniers audits réalisés.

6. ARTICLE 6 - TRANSFERTS DE DONNEES EN DEHORS DE L'UNION EUROPEENNE

6.1 Le **Titulaire** s'engage à héberger et traiter les Données à caractère personnel exclusivement sur le territoire d'un État membre de l'Union européenne.

6.2 Le **Titulaire** s'assure qu'aucune donnée personnelle n'est transférée en dehors de l'Union européenne par ses propres Sous-traitants.

6.3 Par dérogation à ce qui précède, si le **Titulaire** souhaite recourir à des moyens de Traitement situés dans un État ne présentant pas un niveau adéquat de protection au sens de la Législation sur la protection des Données à caractère personnel, le **Titulaire** devra obtenir une autorisation écrite, expresse et spécifique du **Pouvoir Adjudicateur**, dans la stricte limite nécessaire à l'exécution de la Prestation.

-

6.4 Le **Pouvoir Adjudicateur** se réserve le droit de refuser cette demande de dérogation. Un refus du **Pouvoir Adjudicateur** n'aura aucune conséquence sur les conditions d'exécution du **Marché**.

-

6.5 Cette autorisation ne pourra être obtenue que sous réserve que les transferts soient encadrés par la conclusion avec le **Pouvoir Adjudicateur** des Clauses contractuelles types selon les modalités prévues par décision de la Commission Européenne, pour le transfert de Données à caractère personnel vers des Sous-traitants établis dans des pays tiers, le **Titulaire** se portant fort de la signature et du respect des Clauses Types par ses propres Sous-traitants.

-

6.6 Le **Titulaire** déclare qu'à la date de conclusion du présent **Marché**, il n'est soumis à aucune obligation de transfert de Données à caractère personnel en dehors de l'Union européenne en vertu de la loi française, du droit de l'Union européenne ou d'un droit étranger.

7. ARTICLE 7- DROITS DES PERSONNES CONCERNEES

7.1 Le **Titulaire** doit, tenant compte de la nature du traitement, aider le **Pouvoir Adjudicateur**, par des mesures techniques et organisationnelles appropriées, dans toute la mesure du possible, à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation des Traitements, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du **Titulaire** des demandes d'exercice de leurs droits, le **Titulaire** doit adresser ces demandes au **Pouvoir Adjudicateur** dès réception par courrier électronique à l'adresse suivante : dpo@tbs-education.fr.

A ce titre, le **Titulaire** s'engage (sans répondre directement aux personnes concernées) à :

- 1) transmettre au **Pouvoir Adjudicateur**, dans les meilleurs délais après en avoir pris connaissance tout en mettant en mesure le Responsable de traitement de remplir ses propres obligations, toute requête et/ou toute demande et/ou toute notification d'une personne concernée ayant pour objet l'exercice de ses droits en vertu de la Législation relative à la protection des données à caractère personnel, (droits d'accès, de rectification, d'opposition, de limitation, « droit à l'oubli », à la succession numérique, à la portabilité, etc.) ;
- 2) à compter de l'information sus visée, coopérer avec le **Pouvoir Adjudicateur** et lui fournir dans un délai approprié ne pouvant excéder **7 jours**, les informations nécessaires pour permettre au Pouvoir Adjudicateur de répondre aux personnes concernées ;
- 3) dans tous les cas, mettre en œuvre et faire mettre en œuvre par les éventuels sous-traitants ultérieurs, dans un délai approprié ne pouvant excéder **7 jours**, toute demande du **Pouvoir Adjudicateur** concernant les droits des personnes concernées.

8. ARTICLE 8- NOTIFICATION DES VIOLATIONS

8.1. Le **Titulaire** notifie au **Pouvoir Adjudicateur** toute violation de données à caractère personnel dans les plus brefs délais après en avoir pris connaissance et en tout hypothèse, dans un délai compatible avec les obligations qui incombent, au tout en mettant en mesure le **Pouvoir Adjudicateur** de remplir ses propres obligations, en application de l'article 33 du Règlement (UE) 2016/679, et ce dans un délai maximum de 72 (soixante-douze) heures après en avoir pris connaissance, en suivant la procédure suivante : appel téléphonique à l'interlocuteur ou point de contact du **Marché** au sein de l'**entité du Pouvoir Adjudicateur** puis envoi d'un mail à ce même interlocuteur avec accusé de réception (notification de remise). Ce mail est accompagné de toute documentation utile, et notamment :

- (i) la description et la nature de la violation, y compris si possible, les catégories et le nombre approximatif des personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements des données à caractère personnel concernées ;
- (ii) le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données personnelles ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations complémentaires peuvent être obtenues ;
- (iii) la description des conséquences probables de la violation ;
- (iv) la description des mesures prises ou que le **Titulaire** et/ou les sous-traitants approuvés proposent de prendre pour remédier à la violation, y compris le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Le **Titulaire** s'engage à coopérer afin de permettre au **Pouvoir Adjudicateur** de notifier la violation à toute autorité de contrôle compétente en conformité avec la Législation relative à la protection des données à caractère personnel.

9. ARTICLE 9- CONTROLE ET AUDIT

9.1 Le **Pouvoir Adjudicateur** se réserve le droit de procéder à tous contrôles et vérifications, y compris auprès des Sous-traitants **du Titulaire**, permettant d'évaluer le respect par Le Titulaire des obligations en matière de protection des données prévues **au présent Marché**.

9.2 Le **Titulaire** autorise expressément Le **Pouvoir Adjudicateur** à accéder aux locaux et installations du **Titulaire** et de ses Sous-traitants consacrés au Traitement de Données à caractère personnel en exécution **du Marché** aux fins de réaliser ou faire réaliser par un Tiers, un audit des Traitements de Données à caractère personnel par Le **Titulaire** en exécution du **Marché**, tant auprès du **Titulaire** que de ses Sous-traitants, afin de vérifier notamment que les règles relatives à la protection des Données à caractère personnel et les procédures de confidentialité et de sécurité prévues dans le cadre du **Marché** sont respectées, sous réserve de notifier son intention dans un délai raisonnable, de procéder à un tel audit durant des heures d'ouverture et de ne pas perturber les activités du **Titulaire** et de ses Sous-traitants. L'audit est effectué sans aucun coût supplémentaire pour le **Pouvoir Adjudicateur**.

9.3 Le **Titulaire** met à la disposition du **Pouvoir Adjudicateur** la Documentation relative aux Traitements, ainsi toutes autres informations nécessaires ou utiles pour démontrer le respect de la Législation relative à la protection des données à caractère personnel, y compris celles incombant directement au Sous-traitant, comme la tenue du Registre des activités de sous-traitance rendu obligatoire au 25 mai 2018, et pour permettre la réalisation d'audits par Le **Pouvoir Adjudicateur** ou tout organisme tiers mandaté par Le **Pouvoir Adjudicateur**.

9.4 Dans l'hypothèse où le rapport d'audit ferait apparaître un manquement du **Titulaire** à ses obligations, le **Titulaire** devra mettre en œuvre les mesures correctives jugées nécessaires par Le **Pouvoir Adjudicateur**

*selon un calendrier convenu entre les Parties. À défaut de voir le **Titulaire** remédier en temps voulu aux manquements constatés, **Le Pouvoir Adjudicateur** pourra résilier de plein droit selon les modalités prévues au marché.*

10. ARTICLE 10 - CONTROLE DE L'AUTORITE COMPETENTE

10.1 En cas de contrôle d'une autorité de contrôle compétente, les parties s'engagent à coopérer entre elles et avec l'autorité de contrôle.

10.2 Dans le cas où le contrôle mené chez le **Titulaire** ne concernerait que les traitements mis en œuvre par le **Titulaire** pour son propre compte, (en tant que responsable du traitement), **le Titulaire** fera son affaire du contrôle et s'interdira de communiquer ou de faire état des données à caractère personnel **du Pouvoir Adjudicateur** au titre du Marché.

10.3 Dans le cas où le contrôle mené chez le **Titulaire** concernerait les traitements mis en œuvre pour le **compte du Pouvoir Adjudicateur**, **le Titulaire** s'engage à en informer **le Pouvoir Adjudicateur** et à ne prendre aucun engagement pour lui.

10.4 En cas de contrôle d'une autorité compétente **chez le Pouvoir Adjudicateur** portant notamment sur les prestations et Services délivrées par le **Titulaire** au titre du **Marché**, **le Titulaire** s'engage à coopérer avec **le Pouvoir Adjudicateur** et à lui fournir toute information dont ce dernier pourrait avoir besoin ou qui s'avèrerait nécessaire.

11. ARTICLE 11 - RESPONSABILITE ET GARANTIE

11.1 Le **Titulaire** garantit le **Pouvoir Adjudicateur** contre toute action ou réclamation, de quelque nature qu'elle soit, pouvant être intentée contre lui par une personne concernée ou tout tiers, pour non-respect de la Législation relative à la protection des Données à caractère personnel ou des dispositions de la présente **annexe par le Titulaire** et/ou ses éventuels sous-traitants. En outre, **le Titulaire** s'engage à indemniser **le Pouvoir Adjudicateur** et fera son affaire de tous frais supportés par lui pour défendre ses droits ainsi que tous dommages-intérêts ou condamnation honoraires d'avocats et autres coûts et frais, **dont le Pouvoir Adjudicateur** pourrait faire l'objet au titre de la violation d'une disposition contractuelle et/ou de la Législation relative à la protection des Données à caractère personnel.

11.2 Le **Titulaire** garantit **le Pouvoir Adjudicateur** du respect des obligations légales et réglementaires lui incombant au titre notamment de la Législation relative à la protection des Données à caractère personnel, et procéder à toute formalité et prendre toute mesure requise par cette législation auprès des autorités de contrôles et informer le cas échéant, les personnes concernées par les traitements, dans le respect des exigences de cette législation.

11.3 Aucune limitation ou exclusion de responsabilité mentionnée au Marché ou au sein de tout autre document contractuel applicable entre les Parties ne s'applique concernant les stipulations du présent article.

12. ARTICLE 12 - LOI DU 31 DECEMBRE 1975 RELATIVE A LA SOUS-TRAITANCE

12.1 Aucune des stipulations de la présent annexe n'a pour objet ou pour effet la mise en œuvre de la présentation, par le **Titulaire** au **Pouvoir Adjudicateur**, au sens de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance, d'un sous-traitant **du Titulaire**, ni l'acceptation de celui-ci, ni l'agrément de ses conditions de paiement.

12.2 Il appartient au **Titulaire** de respecter les conditions prévues par le CCAP, la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance, et la réglementation applicable en matière de déclaration de sous-traitance.

13. ARTICLE 13 - DESCRIPTION DES TRAITEMENTS DONT L'EXECUTION EST CONFIEE AU TITULAIRE

Point de contact/coordonnées du délégué à la protection des données à caractère personnel ou correspondant informatique et libertés	<p>Pour le Pouvoir Adjudicateur : dpo@tbs-education.fr</p> <p>Le titulaire devra indiquer le contact en charge du management de la protection des données à caractère personnel.</p>
---	--

N°	Nature du traitement	Finalités	Catégories de données traitées	Catégories de personnes concernées	Durée du traitement
2	<p>[A COMPLETER] : collecte, enregistrement, organisation, structuration, conservation, adaptation, modification, extraction, communication par transmission, diffusion technique ou autre forme de mise à disposition, rapprochement, interconnexion, effacement, destruction...].</p>	<p>[A COMPLETER] (Gestion ...)</p>	<p>[A COMPLETER] (i.e nom, prénom, adresse postale et électronique...)</p>	<p>[A COMPLETER] (clients, salariés...)</p>	<p>[A COMPLETER]</p>

La description des traitements dont l'exécution est confiée au titulaire, comprenant notamment les informations constituant le profil des voyageurs sera finalisée à l'issue de la réunion de lancement du marché.